

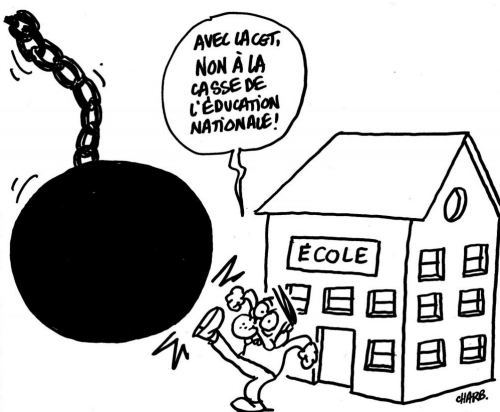
Pour une rentrée à la hauteur des enjeux

Des moyens supplémentaires pour l'école !

Le jeudi 12 mars, le président de la république annonçait la fermeture des écoles alors que la veille encore J-M Blanquer nous assurait que celle-ci ne serait pas généralisée au pays entier. Après une énième couleuvre à avaler, le ministre de l'éducation affirmait à la France entière que L'Éducation Nationale était prête pour enseigner à distance... C'était malheureusement loin d'être le cas !

Des enseignants maltraités...

Dès le début, il s'est avéré que les outils numériques de l'Éducation Nationale étaient sous-dimensionnés et ne permettaient pas d'assurer la mission qui était confiées aux enseignants. Ces derniers ont dû faire preuve de beaucoup d'imagination et d'investissement pour palier aux dysfonctionnements et à l'impréparation du ministre. D'autre part, contrairement à ce que le gouvernement impose aux entreprises du privé, à savoir fournir le matériel nécessaire au télétravail, il est incapable de le mettre à disposition des enseignants pour leur permettre de travailler à distance. Chacun a dû se débrouiller avec son matériel personnel comme il le fait depuis des années pour préparer ses activités pédagogiques. L'investissement de la profession a été sans faille malgré ce qui a pu être dit dans les médias avec la bienveillance du ministère qui n'a jamais contredit publiquement ces allégations pourtant fallacieuses.



...et des élèves en difficulté.

Du côté des élèves, l'enseignement à distance a révélé au grand jour les difficultés de beaucoup de familles pour suivre la "continuité pédagogique" faute de matériel informatique digne de ce nom ou parce que les conditions de travail à la maison n'étaient pas favorables aux apprentissages. Les inégalités sociales se sont révélées encore plus criantes et se sont amplifiées tout au long de cette période malgré le lien que les enseignants ont maintenu avec les familles et qui a été très majoritairement salué par ces dernières. **La rentrée scolaire devra être le moyen de tout mettre en œuvre pour combler les écarts qui se sont créés et permettre à tous les élèves de rattraper les enseignements perdus.**

Nous exigeons :

- **Le retour à l'école de tous les élèves avec des groupes réduits à 15 élèves maximum.**
- **Un moratoire sur les fermetures de classe.**
- **L'ouverture de postes au concours.**
- **Des établissements à taille humaine.**
- **L'augmentation des salaires avec le dégel du point d'indice.**
- **Que les enseignants bénéficient de matériel fourni par l'Éducation Nationale pour assurer leur missions.**

Un retour en classe au mépris de l'intérêt des élèves !

Après le déconfinement, les élèves ont pu revenir dans les établissements scolaires sur la base du volontariat. Malgré les mensonges et approximations du ministre, il n'a échappé à personne que ce retour qui s'est réalisé dans des conditions exécrables devait profiter à la relance économique au mépris de la santé et du bien-être des élèves et de leurs enseignants. Nous avons toujours défendu le caractère obligatoire de l'école et la suite nous a donné raison puisque les élèves qui sont revenus en masse dans les écoles sont ceux pour qui le confinement avait causé le moins de désagréments. Les choix de J-M Blanquer ont accru, encore une fois, les inégalités sociales dans notre pays.

Les errances du ministère, les décisions arbitraires sans concertation et les changements chaque semaine d'organisation ont concouru à un accroissement de la charge de travail des chefs d'établissements et des enseignants et à une démobilisation toujours plus rapide des élèves. Le choix d'un retour obligatoire à l'école est arrivé bien trop tard et s'est encore une fois articulé autour des besoins économiques.

Si la reprise économique était nécessaire, l'éducation et les élèves en particulier ne peuvent pas être des faire-valoir que l'on manipule à notre guise quitte à engendrer souffrance et décrochage.

La réouverture précipitée avec des masques en nombre insuffisants, des tests absents et des conditions de distanciation très anxiogènes sont indignes de la cinquième puissance mondiale.

Qui pour payer la facture ?

Cette crise sanitaire s'est transformée en crise économique avec des secteurs d'activité plus ou moins touchés. Avec le déconfinement, les plans sociaux et les distributions de milliards aux entreprises se multiplient. Encore une fois, les grandes entreprises profitent des largesses de l'État et ne s'embarrassent pas de déontologie pour annoncer des plans de licenciements massifs. Plutôt que de prendre part de façon interventionniste en augmentant son capital dans les entreprises où il est présent ou en nationalisant tout simplement des secteurs stratégiques, l'État a annoncé qu'il n'y aurait aucune augmentation d'impôt et aucun retour sur les cadeaux faits au plus riches (suppression de l'ISF, CICE, Flat Tax...). Dans ces conditions, ce sont les salariés qui vont devoir supporter tout le poids de cette crise et les difficultés sociales, financières et psychologiques des familles vont se trouver accrues à la rentrée.

Il est indispensable de porter une attention toute particulière à ces situations à la rentrée et **la politique du gouvernement de diminution des fonds sociaux doit être revue immédiatement.**

L'Éducation Nationale doit être à la hauteur et doit investir massivement dans le suivi social, médical et psychologique des familles.

Nous exigeons :

- **Le recrutement de personnel de santé dans tous les établissements scolaires.**
- **Une augmentation des fonds sociaux pour faire face à la crise sociale.**



pour te faire entendre
rejoins la CGT éducation

**SOYONS PRÊTS À NOUS MOBILISER DÈS LA
RENTRÉE POUR :**
- LA RÉUSSITE DE NOS ÉLÈVES
- DES CONDITIONS DE TRAVAIL ACCEPTABLES
- UNE ÉCOLE DE L'ÉGALITÉ DES CHANCES